

[Plus tard]

M. Broadbent: Après sa réponse, le premier ministre dira-t-il à la Chambre si je l'interprète correctement? Donne-t-il à entendre à la Chambre que le gouvernement n'est pas prêt à s'engager à faire maintenir les sauvegardes actuelles de l'accord canado-américain sur l'automobile?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, comme dans toutes les négociations, certaines questions sont plus importantes que d'autres. Je ne dirais pas que le gouvernement n'est pas toujours disposé à discuter avec les États-Unis de l'application de l'accord tel qu'il existe actuellement. Le gouvernement fédéral n'a pas l'intention, pour sa part, de renoncer aux avantages vraiment considérables de cet accord dont un ancien gouvernement libéral a pris l'initiative.

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—LE COURS DU DOLLAR CANADIEN

M. G. W. Baldwin (Peace River): Une question supplémentaire que je pose au premier ministre. Étant donné que le sous-secrétaire d'État au Trésor a déclaré au comité du Sénat ce matin à Washington que certaines conditions fondamentales devront être observées avant que la surtaxe ne soit supprimée, a-t-on fait savoir au gouvernement canadien que le reblocage du dollar canadien à un taux que le Fonds monétaire international et le gouvernement américain trouveront satisfaisant était une des conditions fondamentales?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): On a posé cette question la semaine dernière, monsieur l'Orateur, et le ministre des Finances a répondu par la négative.

LES PROPOSITIONS DE L'ASSOCIATION DES EXPORTATEURS CANADIENS

M. S. Perry Ryan (Spadina): J'aurais une question supplémentaire pour le premier ministre. Le gouvernement va-t-il se rendre à la demande de la Canadian Export Association de Montréal et établir sa propre société d'exportation et ainsi réduire immédiatement les impôts des particuliers et des sociétés ainsi que la taxe de vente, améliorer nos prix à l'exportation et stimuler la demande nationale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'ai pas vu la demande, mais si on nous propose de le faire même avant que les États-Unis n'agissent, il va de soi que le gouvernement refusera de le faire. Tout au début de cette affaire, nous avons déclaré ne pas vouloir nous lancer dans une guerre commerciale. Nous ne voudrions certes pas en déclencher une en donnant suite à une proposition pareille. Le gouvernement ne saurait déplorer la création de ces sociétés en pays étrangers et ensuite en créer une lui-même.

[Le très hon. M. Trudeau.]

LE CAS DES INDUSTRIES LÉSÉES PAR LA VALORISATION DU DOLLAR CANADIEN ET LES MESURES DOUANIÈRES AMÉRICAINES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Comme l'a proposé le directeur général de la Canadian Electrical Manufacturers Association, le gouvernement songe-t-il à prendre des mesures qui aideront les industries frappées par la valorisation de 8 p. 100 du dollar canadien et le désavantage de 10 p. 100 que représente la surtaxe des États-Unis, et en l'occurrence, quand une déclaration sera-t-elle faite?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La réponse à la première partie est non, monsieur l'Orateur. Quant à la seconde partie, le député sait que la Chambre est saisie d'un bill, maintenant renvoyé à un comité, et c'est là la réponse du gouvernement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vois six ou sept députés désireux de poser des questions supplémentaires. Si nous voulons aborder d'autres sujets, je propose aux députés que nous passions pendant quelques moments à d'autres questions qui intéressent d'autres députés, quitte à revenir sur le sujet plus tard. Pour l'instant, la présidence donne la parole au député de Saint-Jean-Est.

LA LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI—LA RÉPARTITION DES CRÉDITS ENTRE LES PROVINCES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Ma question s'adresse au premier ministre. La Chambre ayant donné son accord de principe au bill C-262, le premier ministre peut-il lui garantir que l'on effectuera une répartition équitable des fonds que l'on va accorder en vertu de ce projet de loi? C'est que le premier ministre du Québec, M. Bourassa, a déclaré en fin de semaine que la province recevrait selon lui environ un tiers des fonds prévus dans le bill.

• (3.00 p.m.)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je réponds oui, monsieur.

M. McGrath: Le premier ministre ou le ministre des Finances a-t-il l'intention, alors, de consulter les chefs de gouvernement au pays, notamment ceux des provinces atlantiques et des provinces de l'Ouest, pour aviser à une répartition équitable de ces fonds, afin qu'ils puissent dresser des plans en conséquence?

Le très hon. M. Trudeau: Les consultations avec les responsables des industries n'ont certes pas fait défaut. Comme je le disais au début de la session actuelle, j'ai examiné les dispositions du bill avec quelques-uns des premiers ministres et je suis sûr que les ministres ont eu des entretiens à ce sujet avec leurs homologues. Il y eut échange de vues chaque fois que les parties intéressées le désiraient. J'ignore si le député veut parler ici de rencontres particulières en plus de celles qui ont déjà eu lieu.

M. McGrath: Une question supplémentaire, je vous prie. Le premier ministre peut-il nous donner l'assurance que les régions du pays en dehors du Québec et de l'Ontario auront droit à ce qui leur revient aux termes du bill à l'étude?